

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1993/SR.33
6 octobre 1993

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET
DE LA PROTECTION DES MINORITES

Quarante-cinquième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 33ème SEANCE

PREMIERE PARTIE */

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mercredi 25 août 1993, à 15 heures.

Président : M. AL-KHASAWNEH
puis : M. YIMER

SOMMAIRE

Discrimination à l'encontre des populations autochtones

*/ La deuxième partie du compte rendu de la séance est publiée sous la cote E/CN.4/Sub.2/1993/SR.33/Add.1.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 15 h 20.

DISCRIMINATION A L'ENCONTRE DES POPULATIONS AUTOCHTONES (point 14 de l'ordre du jour) (E/CN.4/Sub.2/1993/26, 28 et 29; E/CN.4/Sub.2/1993/NGO/4, 6, 13, 20 et 21

1. Mme DAES (Président-Rapporteur du Groupe de travail sur les populations autochtones) tient tout d'abord à exprimer sa consternation à l'annonce du massacre de 30 Indiens Yanomamis par des chercheurs d'or dans l'Etat du Roraima au nord du Brésil. Elle rappelle que la Sous-Commission et les organisations non gouvernementales n'ont pas ménagé leurs efforts pour garantir la protection de ces Indiens et que leur chef, David Yanomami, avait demandé l'aide du Groupe de travail pour assurer la survie de son peuple un mois auparavant. Elle espère sincèrement que le Gouvernement brésilien appliquera de toute urgence les mesures spéciales qu'il a décidé de prendre pour protéger les Indiens Yanomamis et pour punir les coupables de ce massacre. Elle est également très préoccupée par les atrocités analogues qui viennent d'être commises au Pérou.

2. Présentant le rapport du Groupe de travail sur les populations autochtones sur sa onzième session (E/CN.4/Sub.2/1993/29), Mme Daes rend hommage à ses collègues du Groupe de travail, Mme Attah et MM. Alfonso Martinez, Boutkevitch et Hatano ainsi qu'à tous les observateurs de gouvernements, les représentants d'organismes des Nations Unies tels que l'OIT, d'organisations autochtones et d'organisations non gouvernementales et tous les experts et universitaires qui ont largement contribué au succès de cette onzième session. Elle remercie également tous les membres du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones qui ont permis à des autochtones de participer pour la première fois aux travaux du Groupe de travail et tous les gouvernements et les organisations non gouvernementales qui versent des contributions au Fonds à cette fin. Le travail du Groupe de travail dépend de la qualité et de la diversité des informations qui lui sont fournies et il importe de souligner à cet égard l'importance de l'assistance qui lui est apportée par les représentants d'autochtones.

3. La onzième session du Groupe de travail était d'autant plus importante qu'elle avait lieu à mi-parcours de l'Année internationale des populations autochtones. Le Groupe de travail a pu ainsi évaluer ce qui avait déjà été fait au cours des mois écoulés et ce qui pouvait l'être encore pour que cette année soit un succès et conduise finalement à l'adoption d'un programme d'action global des Nations Unies pour les peuples autochtones. Cette session a également été très ardue puisque le Groupe de travail devait achever l'élaboration du projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones. Ce texte est à présent soumis à l'examen de la Sous-Commission et la tâche du Groupe de travail consistera à assurer la pleine participation aux débats des représentants d'autochtones et à mobiliser tout l'appui voulu à ce nouvel instrument de l'ONU qui revêt une importance capitale pour les autochtones dans le monde entier. Mme Daes reviendra sur ce projet lorsque la Sous-Commission examinera le projet de résolution sur la question. En attendant, elle appelle l'attention de la Sous-Commission sur les conclusions et recommandations qui figurent au chapitre 10 du rapport en particulier sa section A, et sur le document E/CN.4/Sub.2/AC.4/1993/CRP.4 qui

constitue une version révisée du document de travail E/CN.4/Sub.2/1993/26 qu'elle a établi, en application de la résolution pertinente de la Commission des droits de l'homme.

4. Il ressort du chapitre III du rapport du Groupe de travail dans lequel sont examinés les faits nouveaux relatifs à la promotion et à la protection des droits des populations autochtones que, malheureusement, ces droits continuent d'être bafoués dans de nombreux pays. Il convient de noter toutefois que certains gouvernements ont exprimé leur volonté de coopérer avec les populations autochtones pour améliorer leurs conditions de vie et que de nombreuses initiatives en ce sens ont été annoncées. Mme Daes exprime l'espoir que ces gouvernements donneront une forme concrète à leurs engagements et qu'ils agiront, dans ce domaine, en collaboration avec les autochtones. Etant donné qu'au cours de la session, on s'est beaucoup interrogé sur l'avenir du Groupe de travail, Mme Daes tient à préciser que celui-ci se réunira pour sa douzième session en 1994 et continuera à se réunir tous les ans, sauf décision contraire du Conseil économique et social. La Commission des droits de l'homme a été priée de revoir le mandat du Groupe de travail à sa prochaine session au début de 1994, plus exactement les tâches qui lui sont assignées, ce qui ne remet pas en cause son existence en tant qu'organe de l'ONU. Des suggestions extrêmement intéressantes ont été faites par des représentants de peuples autochtones et de gouvernements concernant le futur rôle du Groupe de travail. Il ne faut pas oublier d'autre part que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme a recommandé la création au sein de l'ONU d'un organe permanent chargé de s'occuper des questions relatives aux autochtones. Ces recommandations ainsi que la proclamation probable d'une décennie internationale par l'Assemblée générale montrent qu'il convient d'examiner soigneusement les structures et les mécanismes à établir pour faire en sorte que les autochtones occupent la place qui leur revient au sein de la communauté internationale et de la famille des Nations Unies et des peuples. Pour terminer, Mme Daes exprime l'espoir que la Sous-Commission tiendra dûment compte des conclusions et des recommandations qui figurent dans le rapport du Groupe de travail. Elle est disposée à répondre à toute question qui pourrait lui être posée et se réserve le droit de reprendre la parole au titre de ce point.

5. Mme AULA (France-Libertés - Fondation Danielle Mitterand) appelle l'attention de la Sous-Commission sur la situation des Mayas qui depuis des siècles sont victimes de discrimination raciale au Guatemala. Bien que la Constitution guatémaltèque en vigueur depuis 1986 reconnaisse l'identité culturelle de ce peuple sur la base de sa langue, de ses traditions et de ses formes d'organisation sociale et son droit de propriété sur des terres communales, dans la pratique, les Mayas vivent une situation d'apartheid de facto qui ne changera pas sans une réforme structurelle profonde. Ainsi qu'il ressort du rapport sur la question (E/CN.4/1993/10) présenté par M. Tomuschat à la Commission des droits de l'homme à sa dernière session, les Mayas qui constituent 70 % de la population du pays vivent pour la plupart dans les zones rurales dans des conditions de pauvreté parfois extrême. Ce sont aussi les principales victimes des nombreuses violations des droits de l'homme commises par les forces armées et de sécurité au cours des dernières années. Bien qu'ils ne soient pas représentés au sein des institutions de l'Etat, les Mayas se sont toujours distingués au Guatemala par leur haut niveau de conscience et leur capacité à s'unir pour lutter notamment contre les

patrouilles d'autodéfense civile et la militarisation de l'Etat et de la société et contre leur recrutement forcé dans les forces armées. Les espoirs suscités par l'accession à la présidence de la République de l'ex-Procurateur aux droits de l'homme, M. Ramiro de Leon Carpio qui avait toujours appuyé activement un grand nombre de requêtes des organisations autochtones et s'était notamment prononcé pour la dissolution des patrouilles d'autodéfense civile et l'arrêt du recrutement forcé ont été très vite déçus puisque aucune mesure concrète n'a été prise en ce sens et qu'à la suite de l'agression armée commise par ces patrouilles le 3 août 1993 contre les participants à une marche de protestation de la population autochtone de Colotenango, le Président de la République a déclaré que ces patrouilles ne seraient pas dissoutes aussi longtemps que durerait le conflit armé interne.

6. Les organisations autochtones ont toujours insisté sur la nécessité de réactiver le processus de négociation entre le gouvernement et l'armée d'une part et l'UNRG d'autre part et de signer le plus tôt possible un accord global prévoyant l'établissement d'une commission de vérité. Le Conseil Maya qui regroupe une grande partie de ces organisations a élaboré un document traitant spécifiquement de la situation des Mayas qui a été présenté par le conciliateur, Mgr Quezada Toruño, aux parties concernées. Il est indispensable que la Sous-Commission accorde l'attention requise aux propositions et aux demandes du peuple maya, qui ont d'ailleurs été présentées par Mme Rigoberta Menchu elle-même, qu'elle condamne les graves violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dont les autochtones sont victimes au Guatemala et insiste auprès du Gouvernement guatémaltèque pour qu'il donne suite aux recommandations présentées dans le rapport de M. Tomuschat.

7. Mme BATZIVAL (Fédération internationale des droits de l'homme) constate que les objectifs que l'Organisation des Nations Unies s'était fixés dans le cadre de l'Année internationale des populations autochtones n'ont pas été atteints et qu'il est donc indispensable d'appliquer la recommandation de la Conférence de Vienne relative à la proclamation par l'Assemblée générale d'une décennie pour les peuples autochtones. Il faut espérer que la Sous-Commission prendra les mesures requises à cette fin. De l'avis de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones doit aller au-delà de la Convention No 169 de l'Organisation internationale du Travail. Elle doit s'inscrire dans le cadre établi par la résolution 41/120 de l'Assemblée générale et reconnaître clairement la culture, la philosophie, les langues, la vision cosmique et les systèmes juridiques des autochtones. C'est sur la base de cette déclaration que les gouvernements devront déterminer leurs politiques à l'égard de ces peuples. Il importe donc que les organisations autochtones participent aux travaux de tous les organes de l'ONU qui examineront ce projet de déclaration. La FIDH demande par conséquent à la Sous-Commission de faire une proposition concrète en ce sens aux organes supérieurs dont elle relève.

8. En ce qui concerne la situation du peuple Maya au Guatemala, force est de constater que les bonnes intentions manifestées par tous les gouvernements qui se sont succédé à la tête du pays ne se sont jamais traduites par des actions concrètes conformes aux aspirations des Mayas. L'annonce par le président Ramiro Leon de Carpio de la transformation du système de production guatémaltèque pour lutter contre la pauvreté est extrêmement préoccupante

puisque'elle implique le remplacement de la culture du maïs, qui a un caractère sacré pour les Mayas, par des cultures non traditionnelles. Ces mesures ont été décidées sans que les Mayas aient été consultés. Ces derniers ont toujours lutté pour préserver leur identité et leur dignité culturelle et spirituelle et c'est à eux que les dirigeants du Guatemala devraient s'adresser en priorité plutôt qu'à l'UNESCO pour préserver le patrimoine maya. Il serait temps que le gouvernement dialogue non seulement avec les organisations non gouvernementales mais aussi avec les organisations mayas pour mettre fin à l'apartheid de facto qui existe dans ce pays. Si le gouvernement est sincère, il doit commencer par se défaire des comportements et des pratiques racistes, mettre fin au recrutement militaire forcé et discriminatoire des autochtones dans l'armée, dissoudre les patrouilles d'autodéfense civile, poursuivre les négociations de paix, supprimer les causes qui sont à l'origine du conflit et mettre ainsi fin à l'affrontement armé entre frères. La FIDH exprime l'espoir que la concrétisation des engagements pris par le gouvernement civil marquera le début de la rupture avec le pouvoir militaire.

9. Mme COTTIER (Indigenous World Association) remercie tous ceux qui, depuis des années, luttent pour faire comprendre le point de vue des peuples autochtones et dont les efforts ont abouti à l'élaboration d'un projet de déclaration concernant leurs droits, projet qui est en voie d'achèvement. Elle rend hommage en particulier aux membres du Groupe de travail sur les populations autochtones, à la Sous-Commission et à la Commission des droits de l'homme pour le travail accompli. Elle remercie en particulier Mme Daes qui a insisté sur la nécessité d'assurer la participation des autochtones à leurs travaux et exprime enfin sa gratitude à toutes les ONG et à l'ensemble de la communauté internationale pour leur appui.

10. Le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones, tel qu'il est libellé actuellement, suscite certaines préoccupations. Il conviendrait par exemple de mieux définir la notion de "consentement librement exprimé et en toute connaissance de cause" étant donné que, parfois, des peuples autochtones ont été obligés de quitter leurs terres ou d'en exploiter les ressources pour échapper à l'extrême pauvreté. Pour ce qui est de leur indemnisation, il faudrait préciser qu'il s'agit d'une indemnisation "juste et équitable aux taux actuels", c'est-à-dire correspondant à la valeur actuelle de la terre dont ils ont été dépossédés. D'autre part, la compétence juridique va toujours de pair avec le développement politique social et culturel. Il conviendrait de le mentionner expressément dans les diverses dispositions du projet de déclaration. Quant aux formules telles que "conformément à leurs traditions, à leurs coutumes, ou, d'une manière appropriée à leurs méthodes culturelles", elles ont un caractère restrictif qui perpétue les tentatives coloniales pour empêcher les peuples autochtones de s'adapter à de nouvelles technologies. Enfin, l'expression "s'ils le souhaitent", qui figure dans certains articles du projet de déclaration, donne à penser que l'on peut choisir d'exercer ou de ne pas exercer un droit et devrait par conséquent être éliminée.

11. Pour promouvoir les droits des peuples autochtones, l'Indigenous World Association propose que soient pris en compte, dans la déclaration, les aspirations des peuples autochtones à exercer tous leurs droits, y compris dans le domaine juridique, qu'une étude technique du projet de déclaration soit faite par une équipe technique qui comprendrait des représentants

d'organisations autochtones, qu'une commission dotée d'un secrétariat permanent et qui se réunirait tous les ans soit créé pour veiller à la mise en oeuvre des droits des autochtones, que le Groupe de travail sur les populations autochtones devienne un organe permanent et que le mot "populations" qui figure dans son titre soit remplacé par le mot "peuples", que le financement du Groupe de travail soit assuré par prélèvement sur le budget ordinaire de l'ONU pour assurer l'exécution des mandats prévus dans la déclaration, que l'Assemblée générale proclame une décennie pour les peuples autochtones, qu'un ombudsman soit désigné pour surveiller l'application et l'efficacité des politiques nationales actuelles à leur égard, qu'une étude soit effectuée sur les moyens de remédier aux situations d'extrême indigence culturelle parmi les communautés autochtones, que l'on mette en place sans tarder un mécanisme de règlement des conflits entre les peuples et nations autochtones et les Etats Membres de l'ONU et que l'Organisation des Nations Unies suive l'application de la déclaration par l'intermédiaire d'un organe de haut niveau dans lequel seraient directement représentés les autochtones.

12. M. SABOIA s'associe aux regrets exprimés par Mme Daes à propos de ce qui s'est passé au Brésil et se déclare convaincu que le Gouvernement brésilien appliquera rapidement les mesures qu'il a annoncées pour faire toute la lumière sur cette affaire et punir les coupables.

13. Le Groupe de travail sur les populations autochtones a toujours joué un grand rôle dans la promotion des droits des autochtones, l'établissement de normes en la matière et l'examen de la situation actuelle en ce qui les concerne. M. Saboia a toujours été favorable à l'élaboration d'un projet de déclaration pour garantir les droits des autochtones, préserver leur identité culturelle, sociale et économique et éliminer les clivages entre eux et la société dans laquelle ils vivent. Il rappelle que l'universalité et l'égalité sont les deux principes essentiels dont il faut tenir compte en matière de droits de l'homme, principes qui ont d'ailleurs été réaffirmés dans la Déclaration de Vienne. Il ne nie pas la nécessité de prévoir des mesures spécifiques en faveur de groupes qui ont toujours été victimes de discrimination et d'oppression et d'élaborer des normes appropriées pour remédier aux déséquilibres existants sur ce plan, mais s'il est vrai qu'il faut protéger le droit à la différence de certains individus ou groupes, qu'il s'agisse d'autochtones ou de minorités, il ne faut pas pour autant pousser ce principe à l'extrême et promouvoir la différence pour la différence. Or c'est précisément l'impression qui se dégage à certains égards du texte du projet de déclaration présenté à la Sous-Commission. Ainsi, à l'article 4, il est question du droit des peuples autochtones non seulement de maintenir mais de renforcer leurs caractéristiques distinctes ainsi que leurs systèmes juridiques tout en conservant leur droit de participer pleinement, s'ils le souhaitent, à la vie de l'Etat. Autrement dit, les peuples autochtones auraient le droit de renforcer leur différence par rapport à d'autres institutions de l'Etat tout en conservant leur droit d'y participer, ce qui paraît un peu ambigu.

14. De même, les dispositions de l'article 17 sont un peu utopiques car les Etats risquent de ne pas avoir les moyens d'assurer leur application, sur la base de l'égalité, non seulement aux autochtones mais aussi aux autres groupes qui composent la société. Ce problème se posera aussi avec l'article 22 dont

l'application exigera des efforts incommensurables de la part notamment des pays en développement, qui ont déjà beaucoup de difficultés dans ces domaines. Quant au droit des autochtones à la reconnaissance de leurs lois, traditions, coutumes et régimes fonciers mentionné à l'article 26, il est certes indéniable et garanti par exemple par la Constitution brésilienne. Mais on peut se demander toutefois comment un Etat pourra dans ces conditions préserver son droit de regard sur ces territoires et si l'on ne risque pas de déboucher ainsi sur l'exercice du droit à l'autodétermination. Enfin, selon l'article 32, les peuples autochtones ont le droit collectif de déterminer leur propre citoyenneté, ce qui ne devrait pas les empêcher d'obtenir la citoyenneté des Etats dans lesquels ils vivent. La question de la citoyenneté qui est l'une des plus importantes qui se pose à un Etat est là source de conflits. Encore une fois, il convient d'être prudent en la matière et de bien distinguer, comme l'a souligné M. Eide dans son rapport (E/CN.4/Sub.2/1993/34) entre les revendications justifiées et les revendications injustifiées de certains groupes, pour éviter d'inciter à l'indépendance des groupes qui vivent actuellement en bonne entente avec le reste de la société dans l'Etat dans lequel ils vivent.

15. Mme Daes a essayé de clarifier ces points dans le document E/CN.4/Sub.2/1993/26/Add.1 dans lequel elle soulève des questions très pertinentes qui méritent réflexion. M. Saboia craint toutefois qu'après avoir fait quelques remarques prudentes sur l'absence de définition juridique du terme "peuples" et de règles et de normes régissant son application aux autochtones et la difficulté qu'il y a à déterminer si l'aspiration à l'autodétermination est légitime ou non, Mme Daes ne se soit laissée emporter par son attachement à la cause des autochtones au point d'affirmer que les groupes autochtones constituent des peuples dans tous les sens du terme et de parler, au paragraphe 13, du droit des peuples autochtones à l'autodétermination. Tout en reconnaissant la nécessité de reconnaître et de protéger les droits des autochtones dans le cadre d'une déclaration, M. Saboia pense qu'il reste encore beaucoup de chemin à parcourir avant d'établir un texte qui soit conforme aux principes d'universalité et d'égalité et qui tienne compte, de façon équilibrée, des intérêts des différents membres de la société.

16. M. BOELE (International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and others Minorities) estime que de nombreux gouvernements sont réticents à reconnaître le fait que la population de leur pays se compose de diverses ethnies. Ils considèrent qu'il y aurait là un risque pour l'intégrité territoriale de l'Etat et prétendent que la population du pays est composée d'une seule ethnie, homogène, parlant la même langue et partageant les mêmes croyances et la même culture. Comme on a pu le constater récemment, à maintes reprises, cette attitude mène soit à la discrimination soit à l'assimilation dans les "sociétés les plus avancées" et ailleurs, à l'ethnocide et au génocide. L'exemple du Bangladesh est, à cet égard, révélateur. En effet, les autorités bangladeshis refusent de reconnaître comme populations autochtones les 13 différentes tribus qui vivent sur les monts Chittagong. Le Gouvernement bangladeshi leur donne même un nom collectif, les Jumma, pour éviter de les différencier. Les Jumma sont victimes de discrimination raciale et leurs droits et libertés fondamentales sont violés, comme le montrent plusieurs rapports émanant de divers organes des Nations Unies.

17. Le conflit entre la population de Bougainville et la Papouasie-Nouvelle-Guinée constitue un autre exemple de discrimination à l'encontre des populations autochtones. L'île de Bougainville est victime d'un blocus presque total. Le Gouvernement papouan-néo-guinéen continue à nier le fait que la population de Bougainville est bien une population autochtone. Il semblerait néanmoins, à certains signes récents, que des négociations puissent bientôt s'ouvrir à ce sujet. L'International Federation for the Protection of the Rights of Ethnic, Religious, Linguistic and others Minorities estime que les résolutions adoptées par la Sous-Commission et la Commission des droits de l'homme ont joué un rôle considérable à cet égard. Il est impératif pour la stabilité internationale, régionale et nationale que l'identité distincte des différentes populations qui vivent au sein d'un même Etat-nation soit reconnue et protégée.

18. Il importe de souligner que la déclaration en projet constituera la première déclaration relative aux droits des peuples autochtones et que, en tant que telle, son impact sera immense. Il est donc essentiel que le projet soit débattu à la prochaine session du Groupe de travail pour que les participants aient la possibilité de l'examiner dans sa version finale, avant qu'il ne soit transmis aux organes supérieurs. La Déclaration n'aura que plus de poids si les populations concernées peuvent contribuer à son élaboration, au stade final, et y apporter leurs contributions.

19. M. EIDE tient, avant tout, à dire qu'il partage la préoccupation des orateurs précédents quant au sort des Yanomamis. Il espère que la Sous-Commission sera tenue au courant des mesures prises par le Gouvernement brésilien pour découvrir les assassins et pour éviter, à l'avenir, que de tels incidents ne se reproduisent. Au Guatemala la situation des peuples mayas reste précaire et il importe, même si le Gouvernement guatémaltèque a pris des mesures positives, que la Sous-Commission reste vigilante à cet égard.

20. Le Groupe de travail a obtenu des résultats très importants. Il a notamment rendu possible la participation de représentants de populations autochtones à ses travaux et il a créé les conditions nécessaires à un dialogue avec les gouvernements des pays observateurs. S'agissant de la Déclaration en préparation, M. Eide se félicite du fait que les principes de liberté et d'égalité y figurent en bonne place. Par ailleurs, s'agissant de l'autodétermination, il semble que Mme Daes et de nombreux représentants des populations autochtones insistent sur le fait qu'ils ne souhaitent pas nécessairement la sécession. M. Eide estime que le mot "autodétermination" n'est pas forcément le meilleur. En réalité, les populations autochtones doivent avoir le droit de contribuer, sur la base de l'égalité, à l'évolution de la société dans son ensemble. M. Eide espère que la Sous-Commission pourra avoir un débat constructif afin de définir un nouveau mot qui refléterait mieux la préoccupation réelle des populations concernées. Pour ce qui est des procédures d'adoption, M. Eide estime que le temps est venu pour la Sous-Commission de débattre en public de la Déclaration. Il appuie donc les conclusions et recommandations figurant au paragraphe 210 du document E/CN.4/Sub.2/1993/29, tendant à ce que la Sous-Commission examine le projet lors de sa prochaine session; demande au Secrétaire général de l'envoyer aux services d'édition et de traduction; et également d'en communiquer le texte aux populations autochtones, aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales et intergouvernementales afin que ces dernières puissent

réagir et communiquer leurs commentaires à la Sous-Commission. M. Eide soutient également la recommandation faite à la Commission des droits de l'homme et au Conseil économique et social de prendre les mesures nécessaires pour que les populations autochtones puissent participer pleinement à l'examen du projet de déclaration, dans le cadre de la Sous-Commission, de la Commission des droits de l'homme et d'autres organes de l'ONU, sans qu'il ne soit nécessaire qu'elles aient un statut juridique prévu auprès de ces organes.

21. S'agissant des travaux futurs du Groupe de travail, M. Eide estime que celui-ci devrait poursuivre sa tâche et devenir un organe permanent, qui pourrait également élaborer les mécanismes de surveillance de l'application de la déclaration et mettre en place une structure de dialogue entre les populations autochtones, les gouvernements et les experts.

22. M. Yimer prend la présidence.

23. M. ALFONSO MARTINEZ rappelle qu'on ne peut espérer que le projet de déclaration donne satisfaction à tous. Le Groupe de travail s'est efforcé d'arriver à un texte qui pourrait être généralement acceptable, sans perdre de vue que l'objectif visé par ce projet, comme la raison d'être même du Groupe de travail sur les populations autochtones, est de traiter des problèmes que pose la discrimination qui s'exerce à l'encontre de ces populations. Ce document a fait l'objet d'un large débat et de nombreux amendements, qui sont analysés de manière exhaustive dans l'annexe I, ont été présentés. Le Groupe de travail s'est conformé formellement dans sa tâche aux instructions qui lui ont été données explicitement par la Commission des droits de l'homme au paragraphe 12 de sa résolution 1993/30, ainsi qu'au paragraphe 6 a) de sa résolution 1993/31. L'Assemblée générale avait demandé qu'il en termine avec ses travaux sur le projet de déclaration mais la Commission des droits de l'homme a permis de donner un peu plus de souplesse à ces instructions.

24. M. Alfonso Martinez estime qu'il faut maintenant que le texte, sur lequel se sont accordés les membres du Groupe de travail, soit approuvé formellement. Cette démarche donnera la possibilité à la Sous-Commission de prendre connaissance des réactions des gouvernements ainsi que des populations autochtones. Un résumé de ces réactions pourrait être présenté dans le rapport que le Groupe de travail lui soumettra à sa prochaine session et pourrait servir de base à l'analyse qu'elle en fera. Cet aspect des choses est d'autant plus important que les populations autochtones peuvent assister plus facilement aux travaux du Groupe de travail qu'à ceux de la Sous-Commission, puisque toute organisation souhaitant participer aux travaux de la Sous-Commission doit être dotée d'un statut juridique précis auprès du Conseil économique et social.

25. M. Alfonso Martinez tient à préciser, par ailleurs, que le paragraphe 210 du document E/CN.4/Sub.2/1993/29 ne représente pas un compromis, atteint après consultations, par les membres du Groupe de travail. Il avait cru comprendre que son opinion sur ce paragraphe figurerait à la suite des décisions et recommandations qui y sont présentées et reflètent seulement l'opinion de la

majorité des membres du Groupe de travail. Or, à la suite d'une initiative des éditeurs du document, c'est à l'annexe III dudit document qu'il est fait état de ses observations. M. Alfonso Martinez souligne par conséquent que le paragraphe 210 ne reflète pas son opinion.

26. Il semblerait d'autre part, à la lecture du document final de la Conférence de Vienne (A/CONF/157/23) (Partie II), que le Groupe de travail sur les populations autochtones souhaite que son mandat soit renouvelé et mis à jour. Or, le Groupe de travail n'a pas à demander le renouvellement de son mandat pour la simple raison que le Conseil économique et social n'a pas limité ce mandat dans le temps (voir résolution 1982/34 de l'ECOSOC). Cette instance a évidemment la faculté de mettre un terme audit mandat si elle le souhaite. Pour ce qui concerne la teneur de ce mandat, M. Alfonso Martinez est totalement opposé à la proposition de M. Eide tendant à ce que le Groupe de travail soit chargé de contrôler l'application par les Etats de certains textes ou instruments juridiques concernant les droits des populations autochtones. Il estime en effet que le Groupe de travail doit avant tout continuer de proposer des normes et d'examiner les faits eu égard à la promotion et à la protection des droits des populations autochtones; ce qui ne signifie évidemment pas pour autant qu'aucune autre tâche ne puisse lui être confiée.

27. M. CONDORI (Consejo indio de Suramérica) dit que le projet de déclaration universelle sur les droits des populations autochtones est le fruit des efforts déployés par le Groupe de travail sur les populations autochtones, des délégations autochtones du monde entier et des Etats Membres de l'ONU. Il convient de préciser qu'il ne s'agit pas d'une déclaration des peuples autochtones mais plutôt d'une déclaration du Groupe de travail. Ce texte énumère une grande partie des droits fondamentaux que les pays coloniaux européens puis les Etats nationaux refusaient de reconnaître aux autochtones. Ceux-ci doivent s'efforcer de faire entendre leur voix dans toutes les instances de l'ONU, y compris à l'Assemblée générale, pour que leurs aspirations soient reflétées dans cette déclaration. Celle-ci devrait permettre de sceller avec les Etats la nouvelle alliance mentionnée dans le document sur l'Année internationale des populations autochtones.

28. Il semble à ce propos que, faute de moyens, il ne sera pas possible de réaliser toutes les activités prévues pour cette Année internationale. Aussi conviendrait-il de proclamer une Décennie des peuples autochtones qui permette à ceux-ci de participer effectivement à l'exécution de programmes de développement autonomes, durables et respectueux de l'environnement. Pour conclure, M. Condori dit que les massacres dont viennent d'être victimes les Indiens Yanomamis au Brésil et la communauté Ashaninka au Pérou devraient encourager la Sous-Commission à poursuivre son action en faveur des peuples autochtones du monde.

29. Mme CHAVEZ rend hommage au Groupe de travail et à sa présidente, Mme Daes, pour la tâche qu'ils ont accomplie, notamment en ce qui concerne le projet de déclaration. Elle considère que le moment est venu pour le Groupe de travail de mettre la dernière main à ce projet, afin qu'il puisse être commenté.

30. Mme GONZALEZ (Fédération latino-américaine des associations des familles de détenus disparus) dit que l'organisation qu'elle représente accueille très favorablement le projet de déclaration établi par le Groupe de travail, le rapport de M. Alfonso Martinez sur les traités et celui de Mme Ksentini sur l'environnement et les droits de l'homme, qui reflètent fidèlement les sentiments des peuples autochtones à l'égard de l'environnement et de la terre.

31. La Fédération souhaite, comme la Conférence de Vienne, que l'Assemblée générale proclame une Décennie des peuples et cultures autochtones. Elle souhaite aussi d'une part que la Sous-Commission veille à ce que les représentants des peuples autochtones puissent participer activement au processus d'adoption de la déclaration et d'autre part que les différents organes des Nations Unies reconnaissent le droit à l'autodétermination des peuples autochtones.

32. Abordant la situation au Guatemala, Mme Gonzalez dit que, trois mois après son arrivée au pouvoir, le nouveau président, M. Ramiro de Leon Carpio, a déjà déçu la plupart des espoirs que la population avait placés en lui. C'est ainsi par exemple que les patrouilles d'autodéfense civiles, qui commettent de nombreuses violations des droits de l'homme, n'ont pas été dissoutes et que l'armée continue de procéder à des recrutements forcés, notamment parmi la population maya. Il faut souligner à ce propos que la résolution adoptée par la Sous-Commission ne reflète pas la situation véritablement dramatique dans laquelle se trouve le peuple maya du Guatemala. Un représentant du nouveau gouvernement a fait part, à la Sous-Commission, de la volonté des autorités guatémaltèques de "préserver le patrimoine et la dignité du peuple Maya". Il faut espérer qu'il tiendra sa promesse.

33. M. GAIASHKIBOS (Indian Law Resource Center) dit qu'il est Président du Congrès national des Indiens américains, qui regroupe plus d'un million de personnes. Il s'insurge contre le sauvage assassinat de 70 Yanomamis au Brésil par des chercheurs d'or, qui illustre tragiquement la nécessité de renforcer la protection des droits des peuples autochtones, notamment le droit à la terre et le droit à la vie. A cette fin, le Gouvernement brésilien devrait prendre les mesures qui s'imposent.

34. La Déclaration sur les droits des peuples autochtones devrait contribuer à faire cesser la violation de ces droits. Aux Etats-Unis par exemple, le gouvernement peut toujours déposséder des Indiens de leurs terres sans respecter de formes régulières et sans dédommager les personnes lésées. C'est ce qui est arrivé récemment à deux fermiers shoshones, Mary et Carrie Dann. C'est pourquoi l'Indian Law Resource Center appuie la recommandation tendant à ce qu'un séminaire soit organisé sur la question des revendications foncières des autochtones et de la délimitation des terres leur appartenant.

35. Le projet de déclaration énonce les droits fondamentaux des peuples autochtones, qui doivent être respectés si l'on veut que ces peuples préservent leur identité. Il convient toutefois de poursuivre le dialogue sur un certain nombre de concepts, tels que le droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes et à gérer leurs ressources naturelles. Il faut faire en

sorte que les peuples autochtones puissent participer aussi activement que possible à l'examen du projet de déclaration. En effet, qui mieux qu'eux peut parler des problèmes qu'ils rencontrent en matière de droits de l'homme.

36. Mme KOY (The Saami Council) dit que depuis sa création en 1982, le Groupe de travail sur les populations autochtones a grandement contribué à prévenir la discrimination contre les peuples autochtones. Conformément à une recommandation de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, il conviendrait de créer au sein du système des Nations Unies un forum permanent pour les peuples autochtones. En effet, sous sa forme actuelle, le Groupe de travail ne saurait répondre à tous les besoins des autochtones. Ce nouvel organe permanent, qui pourrait relever de la Commission des droits de l'homme ou du Conseil économique et social, devrait être habilité à veiller au respect des droits des peuples autochtones. Il pourrait aussi encourager le dialogue entre ceux-ci et les gouvernements. Il faudrait aussi nommer un haut commissaire aux peuples autochtones et adopter une convention sur les droits de ces peuples. Mme Koy conclut en demandant à la Sous-Commission de recommander au Groupe de travail sur les populations autochtones de faire de l'examen du projet de déclaration un point distinct de l'ordre du jour de sa douzième session.

37. M. COE (National Aboriginal and Islander Legal Services Secretariat - NAILSS) se félicite que le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones (E/CN.4/Sub.2/1993/26) reconnaisse le droit de ces peuples à disposer d'eux-mêmes (par. 3) et de gérer leurs terres, leurs territoires et leurs ressources (par. 24). Le NAILSS déplore cependant que ce droit à l'autodétermination soit limité. En effet, il est dit au paragraphe 29 que "les peuples autochtones ont le droit d'être autonomes et de s'administrer eux-mêmes pour toutes questions intéressant leurs propres affaires intérieures et locales". Le projet de déclaration devrait être plus explicite et mentionner par exemple l'option de l'indépendance. Le NAILSS se félicite que le droit des peuples autochtones au respect des traités conclus avec des Etats soit affirmé au paragraphe 34, mais déplore que la possibilité de saisir des organes internationaux compétents en cas de différend soit ouverte aux seuls Etats.

38. Le NAILSS souhaite que la Sous-Commission veille à ce que les autochtones participent effectivement à l'élaboration de la version finale du projet de déclaration. Il faut espérer que les obstacles seront surmontés, qu'un véritable consensus pourra se dégager et que les peuples autochtones pourront faire entendre leur voix. Le débat qu'a suscité en Australie la décision de la Haute Cour dans l'affaire Mabo illustre en effet la nécessité d'adopter des normes internationales efficaces. M. Coe conclut en affirmant que les peuples autochtones ne sauraient assurer leur survie que s'ils peuvent exercer librement leur droit à l'autodétermination et gérer effectivement leurs terres et leurs ressources.

39. Mme LACOUR (Fédération internationale Terre des Hommes) dit que l'odieux massacre dont viennent d'être victimes 70 Indiens Yanomamis a suscité une profonde indignation et une immense tristesse dans l'Organisation qu'elle représente. Cette tuerie aurait été inspirée par les déclarations de

parlementaires et de militaires qui, à la veille de la révision de la Constitution, se livrent à un génocide verbal afin de susciter un climat anti-Indiens. Ils prétendent que la protection des terres indiennes ferait courir un risque d'internationalisation de l'Amazonie, qui échapperait ainsi à la souveraineté nationale. Les militaires ont le plus souvent fermé les yeux sur l'entrée de chercheurs d'or en territoire indien faisant ainsi le jeu des compagnies minières nationales et multinationales qui convoitent le sous-sol indien. Le Gouvernement brésilien porte une lourde responsabilité dans ce massacre. S'il veut conserver un minimum de crédibilité, il doit prendre les mesures qui s'imposent pour expulser définitivement tous les chercheurs d'or et délimiter sans plus tarder toutes les terres indiennes du pays.

40. Malheureusement, le Brésil n'est pas le seul pays où les autochtones sont persécutés. En Colombie, par exemple, trois dirigeants autochtones du peuple Arhuaco ont été enlevés, torturés puis assassinés le 28 novembre 1990 par des officiers de l'armée, qui ont été déclarés innocents par la justice militaire. Par ailleurs, le 16 décembre 1991, 20 autochtones Paeces ont été assassinés. Deux officiers de la police impliqués dans cet assassinat ont également été mis hors de cause. D'autres formes de mort lente sont imposées aux peuples autochtones par le biais de graves pratiques discriminatoires dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la justice et des droits économiques. En Equateur, par exemple, seulement 30 % de la population rurale, majoritairement autochtone, ont accès aux soins de santé. Au Mexique, dans certaines communes autochtones, le taux de mortalité infantile est deux fois plus élevé que la moyenne nationale. Au Mexique toujours, un million d'autochtones n'ont jamais pu apprendre la langue nationale officielle. En Bolivie, 40 000 personnes se sont appropriées 93 % de la surface cultivable et pâturable du pays, alors que de nombreux autochtones souffrent de la faim. Au Guatemala, les autochtones, qui forment la majorité de la population, sont soumis à un véritable régime d'apartheid.

41. Face à une telle situation, la Fédération internationale Terre des Hommes invite la Sous-Commission à recommander à l'Organisation des Nations Unies la programmation d'une décennie des peuples autochtones, durant laquelle tous les Etats pourraient démontrer, par des décisions et des actes concrets, leur détermination de mettre fin au génocide physique, économique et socio-culturel de ces peuples; à promouvoir l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones; à inviter dans les termes les plus vigoureux le Gouvernement brésilien, ainsi que tous les autres gouvernements concernés par des massacres d'autochtones dans leur pays, de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à ces crimes et poursuivre en justice leurs auteurs et instigateurs; à appuyer la création dans les délais les plus brefs possibles d'un groupe de travail sur le droit au développement qui aurait pour tâche de mettre en place un mécanisme permettant de recevoir des informations et d'évaluer les progrès réalisés eu égard aux droits économiques, sociaux et culturels des populations les plus vulnérables, et notamment des peuples autochtones.

42. Mme GALVIS (Colombie) remercie le Groupe de travail sur les populations autochtones et sa présidente Mme Daes pour l'immense travail qu'ils ont accompli, notamment en ce qui concerne l'élaboration du projet de la déclaration sur les droits des populations autochtones. Huit mois après le début de l'Année internationale des populations autochtones, on constate que

la communauté internationale a pris conscience des revendications de ces dernières. Il faut espérer que les objectifs fixés dans le cadre de cette Année internationale, tant au niveau national qu'au niveau international, seront atteints et que cet événement contribuera au développement harmonieux des peuples autochtones dans le respect de leur culture et de leur autonomie.

43. La Colombie a pris des mesures dans le domaine institutionnel pour que les populations autochtones puissent davantage participer aux décisions qui les concernent, exercer pleinement leurs droits et affirmer leur identité culturelle. C'est ainsi par exemple que conjointement au Venezuela, elle a procédé à un recensement des Indiens Guayu qui vivent à cheval sur les deux pays afin de prendre des mesures qui permettent de maintenir la cohésion culturelle, sociale et territoriale de cette communauté. Un recensement général de la population sera, d'autre part, organisé sur le plan national en octobre 1993, recensement qui devrait permettre de déterminer quels sont les besoins des populations autochtones et d'établir un programme de développement approprié conforme aux objectifs fixés dans le cadre de l'Année internationale des populations autochtones.

44. La Colombie attache une grande importance à la Déclaration sur les droits des populations autochtones et souhaiterait que ce document soit l'expression d'un équilibre entre les besoins prioritaires des populations autochtones et les possibilités des Etats. A cet égard, il ne fait pas de doute que certains éléments du projet de déclaration donneront lieu à d'intenses négociations. Il est indispensable de parvenir à un compromis afin que ce texte soit acceptable par tous et applicable dans la pratique. Mme Galvis conclut en disant qu'il reste beaucoup à faire en ce qui concerne la liberté d'expression des populations autochtones et qu'il conviendrait donc de proclamer, comme l'a recommandé la Conférence de Vienne sur les droits de l'homme, une décennie des populations autochtones. Le Groupe de travail sur les populations autochtones, par l'intermédiaire duquel ces dernières peuvent exprimer leur point de vue, devrait également poursuivre ses travaux.

45. M. PINTA GAMA (Observateur du Brésil) rend hommage à Mme Daes et à l'ensemble du Groupe de travail sur les peuples autochtones, dont le rapport (E/CN.4/Sub.2/1993/29) traite de questions d'une grande complexité. M. Pinta Gama fait observer que la délégation brésilienne a participé activement, en qualité d'observateur, aux débats du Groupe de travail, et ce dès sa création. Le Brésil a toujours soutenu l'idée d'un projet de Déclaration sur les droits des peuples autochtones comme nouvel instrument de promotion et de protection des droits et des libertés fondamentales des autochtones. Le Brésil, à de nombreuses reprises, a émis le souhait que le Groupe de travail rédige un texte à la fois concis, équilibré et réaliste. Pour être acceptable, ce projet devrait tenir compte d'un certain nombre de facteurs, et en particulier de la grande diversité des conditions dans lesquelles vivent les différentes communautés autochtones de par le monde, ainsi que de la diversité de leur stade de développement économique et social. En outre, M. Pinta Gama juge important que les droits énoncés dans la Déclaration ne soient pas en contradiction avec les droits dont jouit tout individu en vertu du droit international.

46. Le projet de Déclaration dont la Sous-Commission est saisie a nécessité neuf ans d'intenses consultations. Il compte un grand nombre d'articles très positifs et M. Pinta Gama cite en particulier les articles consacrés à la protection de l'identité culturelle des populations autochtones et de leurs traditions, ou encore au développement de leurs structures économiques et modes de vie traditionnels. En revanche, il estime qu'il en est d'autres qui posent problème et que de nombreux gouvernements - dont le sien - pourraient difficilement envisager d'accepter. Il mentionne en particulier la disposition en vertu de laquelle les peuples autochtones pourraient se prévaloir du droit à l'autodétermination, tel que défini par le droit international, disposition qui n'a pas été assez mûrement réfléchie et qui repose sur des concepts qui, tels qu'ils sont formulés, ne sont conformes ni au droit constitutionnel ni au droit international. M. Pinta Gama estime que dans ce contexte les notions de "peuple" et de "droit à l'autodétermination" au sens de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont ambiguës et pourraient donner lieu à des interprétations incompatibles avec le droit international ou avec les principes et finalités de la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux que sont la souveraineté des Etats et l'intégrité territoriale. En effet, ces dispositions pourraient être interprétées comme reconnaissant les communautés autochtones comme sujets de droit international, ce qui reviendrait à les soustraire à la juridiction de l'Etat dans lequel elles vivent. M. Pinta Gama estime aussi que les concepts d'autonomie et d'auto-administration appellent plus amples précisions.

47. Il est encore d'autres notions dans le projet de Déclaration à propos desquelles M. Pinta Gama, émet des réserves, celles notamment de "terres, territoires et ressources" alors que les termes "terres et ressources naturelles" rendraient mieux compte de la diversité des situations et des divers régimes fonciers. La démilitarisation des terres autochtones, l'interdiction d'enlever les groupes autochtones à leurs terres et la possibilité pour les peuples autochtones de recourir aux procédures de résolution des conflits avec l'Etat sont des questions complexes qui devraient être mûrement réfléchies. Par ailleurs, les articles qui tendent à ouvrir aux peuples autochtones l'accès à la coopération internationale pour garantir la protection de leur environnement et améliorer leur capacité d'exploiter leurs terres ne tiennent pas suffisamment compte du rôle qui doit incomber à l'Etat dans ce domaine.

48. M. Pinta Gama pense que ces préoccupations ne sont pas le seul fait du Brésil, mais sont partagées par d'autres gouvernements. Il souhaiterait que les membres de la Sous-Commission tiennent compte de ces observations lors de l'examen du projet de déclaration. Il espère que la version définitive adoptée par l'Assemblée générale tiendra compte à la fois des aspirations des peuples autochtones et des préoccupations manifestées par les gouvernements.

49. M. Pinta Gama évoque ensuite l'incident au cours duquel des personnes appartenant à la communauté des Yanomamis ont été massacrées par des chercheurs d'or. Le président Itamar Franco a lui-même demandé que les autorités compétentes procèdent à une enquête approfondie, afin d'élucider les faits et de traduire les coupables en justice. Le Ministre de la justice et le Président de la FUNAI (Fondation nationale de l'Indien) se sont personnellement rendus dans le lointain Etat de Roraima, pour prendre

les dispositions nécessaires. Par ailleurs, le Conseil de la défense nationale s'est réuni au grand complet pour examiner la question. Le président Itamar Franco a en outre décidé, sur recommandation du Conseil, de créer le SIPAM (Système de protection de l'Amazonie) et de nommer un ministre extraordinaire pour coordonner les actions dans la région de l'Amazonie. Conscient de la nécessité de protéger les Yanomamis, le Gouvernement fédéral, l'année précédente, leur avait reconnu un territoire de quelque 96 000 km² et avait créé à leur intention un programme médical, avec la participation d'organisations non gouvernementales et d'universités pour apporter une aide d'urgence à cette communauté particulièrement vulnérable. Celle-ci reste pourtant victime des chercheurs d'or et des maladies que ceux-ci apportent avec eux. M. Pinta Gama, tout en déplorant l'incident, tient néanmoins à rappeler que l'invasion de ces terres riches est le fait de gens pauvres de l'arrière-pays qui essaient d'échapper à leur sort : c'est là un problème structurel que seules des solutions à long terme s'attaquant aux racines mêmes du problème pourront résoudre.

50. Malgré toutes ces difficultés, la condition générale des populations autochtones du Brésil témoigne de la volonté du Gouvernement fédéral et de la société brésilienne de promouvoir la condition des peuples autochtones et de protéger leurs droits et libertés fondamentaux. En dépit des problèmes économiques que connaissent tous les secteurs de la société, le Gouvernement fédéral fait tout ce qui est en son pouvoir pour mettre en oeuvre des politiques visant spécifiquement à garantir aux populations autochtones leur droit à la terre, à une vie communautaire autonome et au maintien de leur culture, de leurs langues et de leurs traditions, ainsi que leur participation aux décisions les intéressant.

51. M. DUBOIS (Observateur du Canada) remercie les membres du Groupe de travail qui ont tant fait pour mener à bien l'élaboration du projet de Déclaration sur les droits des peuples autochtones. La tâche du Groupe de travail s'achève maintenant que la Sous-Commission a été saisie du texte, qui appelle un examen très attentif. Il espère que le rapport du Groupe de travail rendra compte des observations du Canada, qui a participé activement à tous les débats. Le Gouvernement canadien a vivement encouragé la présence des peuples autochtones à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et le Canada appuie diverses propositions en vue de renforcer le dialogue entre tous les intéressés. Le Canada pratique une politique de promotion active des droits des populations autochtones dans le cadre de la structure de l'Etat, et conformément aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Il défend le principe en vertu duquel les peuples autochtones peuvent se prévaloir du droit à l'autodétermination, mais ce dans le cadre de l'Etat-nation. M. Dubois fait valoir que les populations autochtones ont droit à une grande autonomie pour ce qui est des questions les intéressant directement, mais que cette autonomie s'exerce dans la juridiction de l'Etat. Il juge donc particulièrement important d'utiliser un langage très clair dans le projet de Déclaration, notamment à propos des notions d'autodétermination, d'autonomie et d'auto-administration, dont on ne comprend pas toujours, en l'état actuel du texte, la portée. M. Dubois pense qu'il serait peut-être opportun de regrouper tous les articles du projet de texte ayant trait à ces notions.

52. Le Canada accueille favorablement le rapport du Groupe de travail, mais estime que celui-ci doit être étudié dans son contexte et non dans l'abstrait. M. Dubois évoque le rapport de M. Eide sur la protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1993/34), qui fait une analyse très fine des problèmes que soulève la question des minorités et qui évoque de manière très instructive les notions d'"autodétermination" et de "peuple". Le Canada estime que la Commission des droits de l'homme doit être saisie du projet de Déclaration le plus rapidement possible, mais souhaite aussi que les membres de la Sous-Commission, en leur qualité d'experts, l'examinent attentivement et se prononcent à son sujet avant qu'il ne soit transmis à la Commission.

53. M. VILLANUEVA (Observateur de Bolivie) fait observer que la Bolivie suit avec une attention particulière les travaux du Groupe de travail sur les peuples autochtones et notamment sur le projet de déclaration qui, une fois adopté, constituera une étape importante dans l'évolution des droits de ces peuples. M. Villanueva rappelle que la Bolivie a été à l'origine d'initiatives importantes en faveur des populations autochtones. En même temps que M. Sanchez de Lozada accédait à la présidence de la République, un chef autochtone, M. Cárdenas Conde, responsable du mouvement politique indien Tupaj Katari, en devenait le vice-président, ce qui témoigne de l'intégration réussie des populations autochtones en Bolivie, du caractère représentatif et pluraliste de la société bolivienne, du respect des droits des populations autochtones et d'une conscience de la nécessité du partage des responsabilités. D'autres faits viennent confirmer cette évolution, dont la création d'un fonds de développement pour les peuples autochtones, l'intégration de la Convention No 169 de l'Organisation internationale du Travail dans la législation bolivienne et la reconnaissance officielle des langues autochtones. Cette évolution marque le caractère véritablement multiethnique et pluriculturel de la société bolivienne qui permet "l'unité dans la diversité".

54. Mme DAES rend hommage à ses collègues du Groupe de travail sur les peuples autochtones, aux représentants des gouvernements qui ont participé à ses travaux et, surtout, aux peuples autochtones eux-mêmes. Elle se fera toujours le défenseur de la pleine participation des populations autochtones non seulement aux travaux du Groupe de travail, mais aussi à ceux de la Sous-Commission et de la Commission et elle ne ménagera aucun effort pour garantir cette participation.

55. Elle concède que certaines dispositions du projet de déclaration ne reflètent pas les positions des gouvernements mais elle estime que ce projet de déclaration est celui des peuples autochtones et que ceux-ci attendent ce texte depuis très longtemps : ils en ont besoin pour faire reconnaître, protéger et garantir leurs droits. Cela dit, Mme Daes s'est efforcée du mieux qu'elle a pu de tenir compte du point de vue des gouvernements et, pour les articles ayant trait à l'autodétermination, du droit international. Mme Daes fait observer que le rapporteur du Groupe de travail n'est pas tenu de soumettre le rapport de celui-ci aux gouvernements, mais qu'elle l'a toujours fait afin de leur faciliter la tâche. Certains d'entre eux ont fait

parvenir leurs commentaires dans les délais fixés, à savoir le 19 août; ceux du Gouvernement canadien ne sont parvenus au Centre pour les droits de l'homme que le 21 août. Il est possible, comme Mme Daes l'a expliqué à l'observateur du Canada d'envisager un additif pour rendre compte des commentaires de son gouvernement, mais il serait bon, de son point de vue, que les gouvernements respectent les délais qui leur sont impartis.

56. Le PRESIDENT clôt le débat général sur le point 14 de l'ordre du jour.

La séance est suspendue à 18 h 20.
